

AUGMENTATION DU PRIX DE LA POMME DE TERRE

La polémique enfle

70 DA, 55 ou 50 DA, le prix du légume du pauvre s'est envolé et est resté perché durant plus de six mois. Une flambée, certes, internationale, mais paradoxale du fait que l'Algérie a enregistré un excédent durant la saison 2005 de 500 000 tonnes de pommes de terre. Un chiffre donné par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural lui-même soutenant qu'en moins de deux ans notre pays arriverait à l'autosuffisance. Une utopie ! Quant aux raisons ayant conduit à cette « catastrophe alimentaire », les responsables se rejettent la balle. Après le fameux « d'anciens cadres du ministère de l'Agriculture derrière la spéculation » du président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA) et « le ministère du Commerce garant du contrôle du stockage » par d'autres responsables du département de Barkat, l'Association nationale des importateurs et exportateurs de pomme de terre met les pieds dans la « terre ». Sans pour autant connaître réellement et concrètement les véritables responsables. C'est dire que même ce qui concerne la nourriture, tout est matière à opacité.

La crise aurait-elle pu être évitée ?

De toute évidence, oui. En tout cas, c'est ce qu'affirme cette association professionnelle. Dans une correspondance datée du 22 octobre dernier adressée au ministre de l'Agriculture et au président de la CNA, par cette association, il est noté : « Les raisons de cette régression (de la production) sont multiples, entre autres, pendant les campagnes 2003/2004 et 2004/2005, les cours de la production sont restés faibles entamant la solvabilité des agriculteurs, dans certaines zones

agronomiques la diminution des ressources hydriques a entraîné la réduction des superficies consacrées à la pomme de terre et la mise en œuvre du nouvel arrêté concernant les normes phytotechniques, notamment pour ce qui est du calibre a sérieusement perturbé le démarrage de la campagne d'approvisionnement pour 2005/2006 en semence de pomme de terre, ce qui a provoqué, globalement, un retard d'environ 1 mois sur le calendrier des livraisons alors que dans les zones précoces, la pomme de terre de consommation a été recyclée en semence avec pour conséquences des résultats négatifs en matière de rendement. »

Concernant la campagne 2006/2007, cette association a prédit l'augmentation pharamineuse du prix du tubercule : « Il se confirme chaque jour davantage que nous allons vers de sérieuses tensions dans l'approvisionnement des agriculteurs en semence de pomme de terre en raison de la situation prévalant sur le marché européen. En effet, les superficies habituellement réservées à la multiplication de la semence ont été d'une façon générale réduites pour la seule variété Spunta. »

La diminution est de 2 000 hectares. Or, la Spunta occupe près de 80% de notre approvisionnement. A cette réduction volontaire des superficies de la part de producteurs européens, s'ajoutent des problèmes d'ordre phytopathologique qui vont immanquablement se répercuter sur les disponibilités en semence et donc sur l'approvisionnement du marché algérien. Cette situation va se traduire par une augmentation des prix de l'importation annoncée

déjà de l'ordre de 25 à 30% par rapport à l'année passée. »

Besoin d'importation de semence

Des responsables relevant du ministère de l'Agriculture affirment que la crise est due à la volonté des autres pays étrangers de casser la dynamique qu'a connue cette filière les années précédentes. Néanmoins, l'association remet les choses au point : « Devant une production locale de semence insuffisante, le recours à l'importation est inévitable. Le volume importé oscille entre 80 000 et 120 000 tonnes par saison. » C'est à partir des campagnes 2004/2005 et 2005/2006 que les problèmes ont commencé.

« C'est durant ces campagnes que les résultats les plus catastrophiques en termes d'importation ont été enregistrés en raison de la publication de l'arrêté du 23 janvier 2005 relatif aux calibres de semence. » L'arrêté en question fait obligation aux importateurs d'avoir un minimum de 700 tubercules et un maximum de 800 par sac de 50 kg quelle que soit la variété.

« Ceci n'a pas facilité le travail des importateurs après de leurs fournisseurs étrangers. Ces derniers ont préféré dévier une part importante des disponibilités en semence vers d'autres pays que l'Algérie », souligne l'association. Et selon cette dernière, l'absence d'une suite à ce pour conséquence un volume réduit des importations estimé à 73 800 tonnes avec des arrivages tardifs. Un état de fait qui a obligé les agriculteurs à se rabattre sur la semence locale inadaptée à la consommation.

Durant la campagne 2006/2007, les mêmes « déboires » se sont répétés. « Des discussions tardives après

plusieurs interventions des opérateurs économiques importateurs ont amené les services du ministère de l'Agriculture à organiser une rencontre au sein de la Chambre nationale d'agriculture le 10 octobre dernier à l'issue de laquelle aucun assouplissement n'a été obtenu pour rassurer les fournisseurs étrangers, seules des promesses verbales ont été données sans autre effet pratique », affirme cette association dans un communiqué adressé à notre rédaction. Et d'ajouter : « Pendant que toute la filière discutait autour du calibre qui devait relever des aspects commerciaux, les fournisseurs étrangers n'ont pas hésité à livrer encore une fois leur semence à d'autres pays que le nôtre. »

En outre, il est utile de rappeler que ces disponibilités étaient déjà limitées en raison de la sécheresse suivie de fortes pluies dans tous les pays producteurs de l'Europe et exportateurs vers l'Algérie.

Inertie de l'Observatoire de la pomme de terre

La meilleure campagne pour les consommateurs, mais la pire pour les producteurs est celle de 1999/2000 qui a connu une production relativement importante avec des prix à la production de l'ordre de 5 à 6 DA le kilo. La conséquence de cette situation n'a pas manqué de mettre sur le marché en 2001 de la pomme de terre de consommation à 70 DA/kg et plus. L'association professionnelle rappelle que le 10 novembre 2001, le ministère de l'Agriculture s'est vu obligé de réunir les acteurs de la filière pomme de terre pour discuter de la situation et créer aussitôt l'Observatoire de la pomme de terre piloté par l'Institut des cultures maraichères pour suivre

et prévoir toute crise de la filière.

« Pour la campagne 2002/2003, fort de l'expérience des années précédentes et devant une production importante, le ministère a pu intervenir pour réguler les pics de production en faisant enlever des coopératives les excédents pour stabiliser les prix à un niveau rémunérateur pour le producteur et ce, dans les 10 jours qui ont suivi les revendications des agriculteurs, notamment dans la région de Aïn Defla. » Et d'ajouter : « Cette intervention n'a été, malheureusement, que ponctuelle. »

Concernant le rôle joué par les importateurs de la semence, l'association reconnaît que « les prix de la semence importée pour la présente campagne 2006/2007 sont relativement élevés en raison, d'une part, des prix élevés à l'importation, mais également de l'offre insuffisante pour le marché national, ce qui a conduit les opérateurs et intermédiaires à pratiquer des prix excessifs ». Pour cette association, « il est néanmoins important de rappeler que les opérateurs économiques importateurs ont connu, au cours des dernières campagnes, un marché de la semence importée cédée à des prix inférieurs au prix de revient, ce qui a mis certains d'entre eux dans une situation à la limite de la faillite sans que les services publics et la profession interviennent pour les aider ».

Pour l'heure, il faudrait sans doute attendre l'année prochaine pour que cet aliment ne soit plus un luxe. Le département de Barkat a réservé une superficie de 10 000 ha pour la semence de pomme de terre cette année pouvant générer une production de 150 000 tonnes de ce légume.

Meriem Ouyahia

PETROLE

Les cours resteraient inférieurs à moins de 60 dollars

Les cours du pétrole devraient rester stables à moins de 60 dollars, au moins à court et moyen terme. Un consensus semble s'établir en effet sur cette stabilité, explicable au demeurant par les conditions climatiques actuelles, en radoucissement, et par les divergences entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur le niveau de la demande mondiale en 2007.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -

Certes, vendredi, les cours du pétrole ont marqué une tendance à la hausse, au-dessus des 58 dollars le baril, après être retombés auparavant sous cette barre. En effet, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de Light Sweet Crude, pour livraison en mars, gagnait 1,40 dollar, clôturant à 59,39 dollars, tandis qu'à Londres, le Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, a gagné 1,35 dollar, pour passer à 58,95 dollars. Un rebond de fin de semaine essentiellement dû, selon des analystes, à des ajustements techniques et des couvertures de position avant un long week-end américain. Mais aussi en raison de l'annonce de nouvelles attaques de groupes séparatistes contre des installations pétrolières dans le delta du Niger. Le pétrole brut a profité également de la nette hausse du gaz naturel, le contrat du Nymex sur le gaz naturel gagnant plus de 2,5%. Cela étant, les fluctuations des cours ne devraient pas, au moins à court et moyen terme et sauf de graves tensions géopolitiques, dépasser le niveau des 60 dollars le baril.

En attendant l'arrivée du printemps

Ainsi, la commission européenne prévoit un prix moyen du baril à 59,9 dollars en 2007, une

prévision supérieure à celle faite l'automne dernier sur un prix de 66,3 dollars. Une baisse qui reflète l'exceptionnelle douceur de cet hiver. Ainsi, nombre d'investisseurs mettent en avant le radoucissement des températures aux Etats-Unis et l'approche du printemps, donc une baisse de la consommation de fioul. En effet, les prévisions météorologiques annoncent un redoux dans plusieurs régions des Etats-Unis à la fin de la semaine prochaine et certains analystes soulignent même qu'un retour du froid ne suffirait plus à soutenir durablement les cours avant l'arrivée du printemps. En relevant que le marché connaît des perturbations dans la production de plusieurs raffineries nord-américaines, dues à un incendie et à une alerte à la bombe. Certes, la baisse moins marquée que prévue aux Etats-Unis des stocks de produits distillés, qui comprennent le fioul de chauffage, la semaine dernière, n'a pas manqué de tirer la semaine dernière le marché vers le bas. Ces stocks avaient reculé de 3 millions de barils alors que les analystes anticipaient en moyenne un repli de 4,2 millions de barils. Les stocks de brut ont eux diminué à 323,9 millions de barils, contre une hausse de 1,2 million de barils prévue, tandis que les stocks d'essence ont baissé de 2,0 millions de barils à 225,2 millions, contre une hausse de 1,9 million attendue. Néanmoins, à quelques semaines du printemps, les experts notent que l'attention du marché va se déplacer du niveau des distillats à celui de l'essence, principal catalyseur des stocks lorsque les températures remontent.

Le niveau de production de l'OPEP en question

Certes, le ministre iranien du pétrole a estimé hier que l'OPEP n'aurait pas besoin de décider d'une nouvelle baisse dans la production de pétrole, lors de la prochaine réunion du cartel, le 15 mars prochain à Vienne, tant que le prix du brut demeure au niveau actuel. De

son côté, le ministre saoudien du Pétrole a récemment estimé que « selon toute probabilité », en raison d'un équilibre entre l'offre et la demande, l'Opep ne devrait pas modifier le niveau de sa production lors de cette réunion. En rappelant que l'Opep a déjà décidé de deux baisses de production depuis l'automne dernier afin de soutenir les prix, la première, entrée en vigueur en novembre, portant sur 1,2 million de barils par jour, et la deuxième, en février, concernant 500 000 barils par jour. D'où des prix qui resteront à leurs niveaux actuels même s'ils ne sont pas déterminés en fine par les décisions de l'Opep qui fournit plus du quart de la production mondiale de pétrole. Or, l'OPEP a récemment maintenu sa prévision de demande mondiale de pétrole pour 2007. Une demande qui devrait augmenter de 1,2 million de barils par jour, soit une hausse de 1,5%, selon le rapport mensuel de février du cartel. Pour ce cartel, la demande de pétrole brut en provenance des pays de l'organisation devrait atteindre 30,25 millions de barils par jour en moyenne, soit un recul de 150 000 barils par jour par rapport à 2006.

La demande mondiale en pétrole baissera selon l'Opep

Il semble en fait que ce soit la douceur climatique ambiante qui explique et le maintien de cette prévision et le maintien des cours à moins de 60 dollars. Pour l'Opep, « les températures clementes en décembre ont eu une influence négative sur la demande mondiale. Pourtant, par la suite, à la mi-janvier, la météo est finalement devenue hivernale, en particulier dans le nord-est des Etats-Unis où les températures sont tombées sous la normale saisonnière, favorisant ainsi la demande de pétrole ». Des températures « plus élevées que d'habitude cette année aux Etats-Unis, premier pays consommateur de pétrole dans le monde. Ce qui a réduit la demande du carburant de chauffage », selon le cartel qui a affirmé que le

retour de la chaleur pourrait réduire les prévisions concernant la hausse de demande mondiale en pétrole. En effet, l'Opep note que la demande mondiale en pétrole pourrait connaître un nouveau recul, en cas de retour de la chaleur durant le premier trimestre de l'année en cours et d'un hiver modéré au cours du dernier trimestre. Cela même si le cartel écarte un excès de la production par rapport à la demande, ledit rapport de relever que « l'approvisionnement plus faible que prévu des pays producteurs de pétrole hors Opep et la diminution non prévue de la production mondiale compensent le déclin prévu de la demande ».

La demande mondiale croîtra selon l'AIEA

A contrario, l'AIEA prévoit une hausse de la demande, avertissant l'Opep que toute autre réduction de la production entraînera un déficit sur le marché mondial. Certes, ceci pourrait signifier une hausse des prix, à l'instar de ce qui s'est passé la semaine dernière puisque le cours de l'or noir a dépassé les 59 dollars le baril. En effet, mardi dernier, le baril de Light Crude a pris 1,25 dollar à 59,06 dollars sur le Nymex et à Londres le baril de Brent de la mer du Nord, sur l'ICE Futures Exchange, est monté de 43 cents à 57,03 dollars le baril. Un rebond qui a suivi une chute de plus de deux dollars mardi causée par les propos du ministre saoudien du Pétrole et les températures modérées dans le nord-est des Etats-Unis, et poussé par une tempête de neige au centre-ouest des Etats-Unis. Ce faisant, l'AIEA indique que la demande mondiale en produits pétroliers a augmenté de 111 000 barils par jour en 2006 pour atteindre 84,5 millions de barils par jour et augmentera de 273 000 barils par jour en 2007 pour atteindre 86 millions de barils par jour après la révision de la Chine.

C. B.